

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-options-tres-limitées-de-Barack-Obama-Immanuel-Wallerstein>

Les options très limitées de Barack Obama Immanuel Wallerstein

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 21 juillet 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Au cours des dernières semaines, l'attention mondiale fut fixée sur l'Iran, où il y eut une forte agitation publique à propos des résultats contestés élections présidentielles. Maintenant cela semble assez clair que Mahmoud Ahmadinejad prêterait serment en tant que prochain président de l'Iran avec le soutien complet de l'ayatollah Ali Khamenei. Le président Barack Obama a subi une énorme pression, surtout de la part des forces conservatrices aux États-Unis pour prendre une position "plus dure" au sujet des élections iraniennes.

Il a, au même moment, semble-t-il, reçu le conseil contraire de Pékin. M.K. Bhadrakumar rapporte que Pékin le mit en garde contre "le fait de laisser le génie de l'agitation populaire sortir de la bouteille dans une région hautement sensible qui risque d'exploser". Le mauvais exemple pour Pékin est la Thaïlande, un pays qui n'est pas en haut des priorités pour la majorité des commentateurs et des hommes politiques.

Dans tous les cas, ce que signifie assumer une position "plus dure" n'est pas très clair, mais ce qui semble clair c'est qu'Obama a tenu à être prudent dans ses déclarations publiques. Remarquez ce qui s'est passé au même moment. Le 24 juin la Maison Blanche a annoncé qu'elle envisageait le retour d'un ambassadeur en Syrie, annulant une décision prise par le président Bush il y a quatre ans. Et le 25 juin le président Hugo Chávez, du Venezuela, a annoncé que son pays et les États-Unis, restaureraient leurs ambassadeurs, les mêmes qui ont été déclarés *persona non grata* durant les derniers jours du gouvernement Bush.

On se demande ce qu'a ressenti Obama quand il a lu les transcriptions des bandes du président Nixon, déclassées le 23 juin. Entre d'autres choses, ces enregistrements révèlent une conversation que Nixon a eue avec le secrétaire de l'État, Henry Kissinger, le 20 janvier 1973, autour d'un accord selon lequel le gouvernement des États-Unis était sur le point de pactiser avec le gouvernement du Nord Viêt-Nam. Nixon et Kissinger voyaient cela comme un accord qui leur sauvait la mise et permettrait aux États-Unis de se retirer de la guerre "avec honneur", sachant qu'après un "intervalle décent" l'accord aboutirait à une victoire militaire pour le Viet Minh.

Ils avaient un petit problème. Le président du Sud-Viêt-Nam Nguyen s'opposait à l'accord, pour des raisons évidentes. La discussion entre Nixon et Kissinger portait sur la gestion de cette situation. Kissinger a dit que le problème était plutôt si Thieu "acceptera de nous laisser signer" l'accord. Nixon a dit : "Nous laisser, ha, ha". Nixon a alors expliqué que Kissinger devait faire savoir à Thieu que les États-Unis "lui couperaient toute aide" s'il refusait d'accepter. Et il a continué : "Je ne sais pas si la menace va trop loin ou pas, mais je vais faire un malheur, je lui couperais la tête si c'est nécessaire".

Une chose que sait Obama, c'est que ce n'est plus possible pour le président des États-Unis de couper la tête de ceux, ennemis ou amis, qui le défient. Obama avait déjà montré qu'il a compris cette nouvelle réalité en juillet 2007, quand il a répondu à une interview vidéo pendant la campagne présidentielle. La question était : "Seriez-vous disposé à rencontrer séparément, sans conditions préalables, pendant la première année de votre mandat, à Washington ou ailleurs, les leaders de l'Iran, de la Syrie, du Venezuela, de Cuba et de la Corée du Nord ?"

Et la réponse fut : "Il serait disposé". Tout de suite sa concurrente démocrate aux élections primaires, Hillary Clinton, l'a attaqué en disant que c'était "ingénu". Maintenant, en tant que secrétaire d'État, Hillary Clinton réalise la promesse d'Obama.

La réalité c'est qu'Obama n'a pas beaucoup d'options. Il semble qu'il n'y a pas moyen de pouvoir "couper la tête" à Ahmadinejad, à Chávez, à Assad, à Castro ou à Kim Jong-Il. Ce ne sont pas non plus les seules têtes qu'il ne peut pas couper. Il ne peut pas non plus virer de son poste le Premier ministre d'Israël, Netanyahu. Il ne peut pas non plus faire que le Hamas disparaisse de Gaza. Sarkozy, Merkel, Poutine et Hu Jintao, tous semblent très sûrs dans leurs positions. En fait, bientôt il se rendra compte, s'il ne le sait pas déjà, qu'il n'y a pas grand-chose à faire à

propos du Premier ministre de l'Irak, Nouri al-Maliki, même si al-Maliki prend de plus en plus ses distances avec la politique étasunienne.

Que va faire un pauvre président ? Il peut se réfugier dans la fameuse citation de l'ex-président John F. Kennedy, phrase qu'Obama a citée plus d'une fois : "nous ne négocierons jamais par peur, mais nous n'aurons jamais de peur de négocier". Cela ne signifie pas que le président des États-Unis est sans pouvoirs. Cela signifie simplement que le mieux qu'il peut faire est de négocier tandis qu'il esquivé les piques à la maison.

Enfin, Obama partage le souci de Pékin - de ne pas permettre au génie des troubles populaires de sortir de la bouteille dans un monde qui est aujourd'hui réellement très "volatil" - et aucun gouvernement n'est sûr de ce qui va arriver. Les gouvernements de toutes les tendances, peuvent faire des concessions devant les troubles populaires, mais les gouvernements de toutes les tendances ne sont pas réellement disposés à soumettre leurs politiques et leur pouvoir aux revendications populaires.

Traduction en français par : Estelle et Carlos Debiasi

[Fernand Braudel Center](#). Binghamton University, USA, le 12 juillet 2009.